



UNION OF NATIONAL DEFENCE EMPLOYEES

a component of the Public Service Alliance of Canada



UNION DES EMPLOYÉS DE LA DÉFENSE NATIONALE

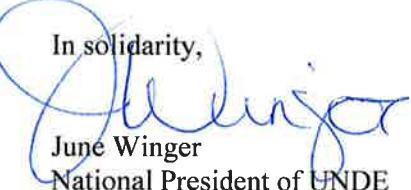
un élément de l'Alliance de la Fonction publique du Canada

Canada's Union of National Defence Employees (UNDE) and its National Human Rights Committee strongly condemns, and stands firmly against, the military coup in Myanmar, and steadfastly remains allied with other labour organizations throughout the world.

We are deeply disturbed by reports of extreme human rights violations, including the arrest of President Win Myint and the representatives of a democratically elected government. The UNDE calls upon the current regime to immediately end the state of emergency, release all detainees related to this action, respect the right to strike of its workers and to fully ensure the restoration of democracy, as determined by the result of the free election outcome on November 8, 2020.

We stand in solidarity with all citizens of Myanmar, trade and labour union brothers and sisters alike, unionized or non-unionized civil servants and workers, whose democratic rights have been suspended and violated.

The members of UNDE remain vigilant and oppose all instances of democratic and human rights abuses that threaten to erase the freedoms of our fellow human beings.

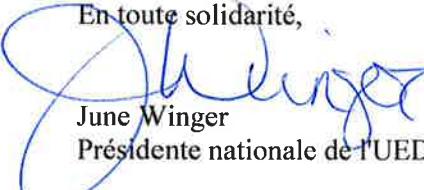
In solidarity,

June Winger
National President of UNDE

L'Union des employés de la défense nationale (UEDN) du Canada et son Comité national des Droits de la personne condamnent fermement le coup d'État militaire au Myanmar et s'y opposent avec fermeté, et restent résolument alliés à d'autres organisations syndicales dans le monde entier.

Nous sommes profondément troublés par les informations faisant état de violations extrêmes des droits de la personne, notamment l'arrestation du président Win Myint et des représentants d'un gouvernement démocratiquement élu. L'UEDN appelle le régime actuel à mettre immédiatement fin à l'état d'urgence, à libérer tous les détenus liés à cette action, à respecter le droit de grève de ses travailleurs et à assurer pleinement le rétablissement de la démocratie, comme l'a déterminé le résultat des élections libres du 8 novembre 2020.

Nous sommes solidaires de tous les citoyens du Myanmar, confrères et consœurs syndiqués ou non, fonctionnaires et travailleurs syndiqués ou non, dont les droits démocratiques ont été suspendus et violés.

Les membres de l'UEDN restent vigilants et s'opposent à tous les cas de violation des droits démocratiques et des droits de l'homme qui menacent d'effacer les libertés de nos semblables.

En toute solidarité,

June Winger
Présidente nationale de l'UEDN